

# Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 20 au 26 février 2016

**Rappel, la semaine dernière : Remaniement ministériel, Interview du PR, Notre-Dame-des-Landes, crise de l'élevage, Calais, Brexit...**

## Réforme du code du travail : fort

Les débats relatifs à la réforme du code du travail ont entraîné une mobilisation importante cette semaine.

- **70% de ces correspondants critiquent le projet de réforme pour « son orientation à droite », dont la moitié d'électeurs ou de sympathisants déçus.** L'orientation générale de la réforme s'apparenterait pour eux à une « trahison » des valeurs socialistes par une majorité « libérale » acquise aux intérêts du patronat : « *C'est une réelle trahison pour moi qui pensais avoir voté à gauche* ». Témoignage de cette fracture idéologique, « *grands patrons* » et chefs d'entreprise sont suspectés de vouloir « *casser le modèle social français* » : « *Le Medef est devenu extrêmement offensif pour remettre en cause le modèle social français, réclamer des baisses d'impôts et de cotisations sociales, pour exiger la remise en cause du droit du travail* ». A la marge, on note quelques attaques en légitimité de la ministre du travail pour ses connaissances des problématiques de terrain.
- **Pour les 30% restants, c'est la notion de flexibilité du travail, entendue exclusivement comme une facilité de licenciement, qui est mise en cause, d'autant plus que l'efficacité de cette réforme pour lutter contre le chômage est sujette à caution.** Ces interventions expriment une crainte répandue chez les salariés de voir leurs droits sociaux et leur système de protection s'éroder (« *c'est un retour à l'époque de Germinal* »). Globalement, ces intervenants jugent le texte **insécurisant pour les salariés les plus fragiles, les travailleurs précaires et les seniors** : « *Cette réforme est une atteinte aux salariés à l'heure où les difficultés pour retrouver un emploi sont immenses et de surcroît sur les personnes de plus de 50 ans* ».

Plus rares sont ceux qui s'attardent sur le plafonnement des indemnités prud'homales et la majoration des heures supplémentaires pour déplorer une volonté de « *sécuriser les patrons* ».

En réaction à la tribune publiée par Martine AUBRY, **10% apportent leur soutien à cette réforme et leurs encouragements au président de la République pour la mener à son terme**, convaincus qu'elle serait profitable au redressement des entreprises et dynamisante pour l'embauche des jeunes. **La plupart expriment à cette occasion leur « lassitude » face aux attaques répétées des syndicats et de certaines personnalités politiques à l'encontre de l'exécutif** : « *Laissez passer les braillards frondeurs et autres Martine AUBRY* » ; « *Ne tenez pas compte des critiques des syndicats et politiques passésistes qui n'ont rien compris aux enjeux et vivent dans un autre monde, très loin en tout cas de celui de l'entreprise* ».

Enfin, le recours possible à l'article 49-3 ne fait réagir que deux citoyens, qui rejettent cette éventualité assimilée à un passage en force du gouvernement.

## Crise de l'élevage/ salon de l'agriculture : modéré, en baisse

Sans revenir sur les mesures de réduction des charges des agriculteurs, **la plupart des intervenants font part de leurs attentes pour le secteur de l'élevage**, demandant une aide « *dédiée* » accompagnée d'une simplification des démarches administratives quotidiennes ou l'instauration d'« *une préférence nationale* » pour les achats de viande. Une part de ces messages **demeurent des témoignages d'agriculteurs ou de proches** relatant leurs difficultés : « *Je suis laitier, je travaille 365 jours par an. Les prix ne cessent de baisser mais les factures ne baissent pas. Aujourd'hui il est impossible de se sortir un salaire* ». A noter qu'en dehors de messages de professionnels l'invitant à visiter leur stand et à évoquer la situation des agriculteurs, **l'inauguration du salon de l'agriculture par le chef de l'Etat n'a pas pour le moment fait l'objet de commentaires ou d'attentes.**

## Remaniement ministériel : modéré, en baisse

La composition du nouveau gouvernement a encore suscité des commentaires, dont la plupart sont négatifs et reviennent, comme la semaine dernière, sur la nomination de certaines personnalités. De façon plus générale, **le remaniement est qualifié de « non évènement » ou encore de « poudre aux yeux » par 36% de ces Français.** Le Premier ministre, jugé « *trop autoritaire* », essuie les griefs de 60% d'entre eux, déplorant un changement de politique rendu impossible par ce maintien : « *quels changements attendre étant donné que le Chef ne bouge pas ?* ».

A l'inverse **13% des courriers soutiennent « ce remaniement d'ouverture à toutes les gauches »**. Remerciant le Chef de l'Etat d'avoir compris « l'importance de rassembler la gauche », ces correspondants espèrent voir l'émergence d'une « véritable cohésion » entre tous les membres du Gouvernement dans la perspective de 2017.

### Déplacement du PR en Outre-mer : modéré

55% de ces correspondants (essentiellement métropolitains) jugent le déplacement à Wallis et Futuna et en Polynésie française « inutile » et « trop onéreux ». La question des **essais nucléaires** a été soulevée par 36% des correspondants (essentiellement locaux), dont la majorité regrette l'absence de « demande de pardon au nom de la France » : critiquant vivement le Président « d'avoir manqué une belle occasion de réparer les erreurs de la France », ces français attendent toujours des excuses publiques. Enfin, **un habitant de Tahiti fait part de « l'aseptisation » de l'île avant l'arrivée du Chef de l'Etat** : « Ce n'est pas la réalité, les SDF ont été délogés pour faire bonne figure mais notre île ne va pas bien ».

### Brexit : modéré mais en hausse

Suite au Conseil européen des 18 et 19 février, le sujet du Brexit a pris de l'ampleur cette semaine. **70% se disent favorables au Brexit et s'agacent de l'attitude du Royaume-Uni dans l'Union européenne** : « *L'Europe, vous ne méritez pas d'y rester* ». Un seul correspondant entre dans le détail de sa réflexion et propose, à l'encontre des Britanniques, une « *réciprocité sur le territoire européen* » des réformes réclamées par David Cameron concernant « *les prestations sociales versées pour les ressortissants européens sur le sol du Royaume-Uni* ».

### Démantèlement du camp de réfugiés de Calais : faible à modéré, stable

La confirmation par le tribunal administratif du démantèlement de la « jungle » de Calais a suscité la mobilisation des défenseurs du droit des migrants cette semaine. **83% dénoncent un « traitement indigne »** à l'égard des réfugiés, en critiquant fortement l'incapacité des hommes politiques à « résoudre cet éternel problème » : « *Les politiques ne font rien, ce sont les bénévoles et les associations qui permettent le minimum vital* ». Si les sympathisants socialistes représentent 40% de ces correspondants fustigeant « l'inaction » du Gouvernement à Calais, le démantèlement d'une partie du camp est peu commenté : « *Vous ne faites que déplacer le problème* ». A l'inverse, **17% des correspondant approuvent le démantèlement** programmé et avancent des raisons sécuritaires et sanitaires : « *Nous calaisiens, nous vivons un enfer, il est temps que cela cesse* ».

### Congo-Brazzaville : toujours faible mais en hausse

Cette semaine encore, une dizaine de correspondants ont évoqué le climat politique au Congo-Brazzaville à un mois des élections présidentielles. Si **tous dénoncent les agissements « anti-démocratiques » du Président Sassou Nguesso** envers les candidats de l'opposition, plus de la moitié pointent plus particulièrement **l'arbitraire de l'arrestation du Général Mokoko**. Alertant sur un risque d'« embrasement du Congo », l'intervention de la France est plébiscitée par 66% de ces correspondants.

### Scandale de l'abattoir du Gard : faible

La diffusion d'une vidéo dévoilant le traitement d'animaux dans l'abattoir de Vigan a choqué une dizaine de correspondants horrifiés par la violence des images. Si tous demandent au Président de la République d'interdire ces pratiques, la moitié en appelle à une sanction judiciaire contre leurs auteurs : « *C'est cruel et inadmissible. J'espère que ces barbares seront sévèrement punis* ».

### Notre-Dame-des-Landes : faible, en nette baisse

**En baisse de 80% par rapport à la semaine dernière**, la majorité des correspondants s'exprimant sur le sujet ne font **pas mention de la proposition de référendum local**. Plutôt défavorables dans l'ensemble au projet d'aéroport, la plupart appellent à respecter une forme de « cohérence » avec les engagements pris lors de la COP 21.

### Déplacement en Amérique latine : 1

### Assignations à résidence : 0